FRONT NATIONAL



Germaine BURGAZ

Candidate de la vérité et de la Renaissance Française

Docteur Jean-Marie LAMARCHE

Suppléant

« QUE RESTE-T-IL DES LIBERTÉS SI LA MATIÈRE EST ANTÉRIEURE A LA PENSÉE ? »
(Conseil de l'Episcopat - Juillet 1977).

AU MARXISME MATÉRIALISTE DES SOCIALO-COMMUNISTES, J'OPPOSE MA FOI CHRÉTIENNE.

AU LIBÉRALISME DÉBRIDÉ ET GAUCHISANT DE LA « MAJORITE » J'OPPOSE LA NÉCESSAIRE RÉFÉRENCE DES LOIS CIVILES AUX LOIS MORALES.

Germaine Burgaz.

Germaine BURGAZ est née le 25 avril 1932 à Lyon. Elle est la fille d'un employé de banque. Sa mère travaille.

Secrétaire de Direction dans une fabrique de soieries lyonnaise, elle quitte sa profession en 1959 pour seconder son mari Docteur-Vétérinaire, rapatrié d'Algérie. Elle est mère de famille de deux enfants : Didier 19 ans, Muriel 16 ans.

Fils de parents instituteurs, Jean-Marie LAMARCHE est né le 29 juillet 1935 à Ensisheim (Haut-Rhin). Après ses études secondaires à Besançon, il poursuit ses études médicales à la Faculté de Nancy. Il est lieutenant de réserve de l'Armée de l'Air. Il tient un cabinet de médecine générale pendant 6 ans dans le Haut-Rhin. Actuellement Médecin Conseil à la Caisse Primaire d'Assurances Maladie à Valence. Il est marié, père de 3 enfants.

Ma candidature est avant tout antimarxiste.

Elle a pour but second de défendre et de promouvoir les valeurs occidentales qui sont celles de notre civilisation bi-millénaire.

Je suis la candidate des Français qui ne veulent plus se laisser leurrer par les promesses d'une « majorité » qui se souvient du péril communiste une fois tous les cinq ans. Elle recueille ainsi les voix de droite, les détourne et fait une politique de gauche.

Face à ceux qui follement croient lutter contre la gauche en la copiant, la France du FRONT NATIONAL propose des solutions différentes qui font appel à la droiture de la conscience et de la pensée.

Aujourd'hui, nous élevons la voix d'une MAJORITÉ NOUVELLE qui exige des mesures fermes et des engagements clairs.

RENFORCER L'UNITÉ NATIONALE, en abolissant le système de scrutin qui coupe la France en deux blocs ennemis. Reformer la constitution pour établir un véritable régime présidentiel, avec deux assemblées dont l'une élue à la proportionnelle et une cour suprême juge de la légalité.

LA FAMILLE : Notre défense de la famille est la base de notre programme.

Il n'y a pas de société libre et stable si la famille n'en assure la continuité. L'intérêt des personnes et l'intérêt du pays exigent que toutes les familles soient effectivement respectées et défendues dans leurs droits moraux et matériels. Le devoir de l'Etat, garant du bien commun, est de mener une politique familiale de justice qui permette à toutes les familles, de quelque condition sociale qu'elles soient, de faire face à leurs responsabilités éducatives sans qu'elles en subissent une dégradation de leur niveau de vie.

Etablissement d'un statut social de la mère de famille : L'activité de la mère de famille doit être assimilée à une profession. Instauration du **salaire maternel** qui permette à la femme un véritable choix, et d'un régime de retraite pour les mères de famille.

Nous demandons l'abrogation de la loi VEIL. Le premier des droits de l'homme, inaliénable et sacré, c'est le droit de vivre. En anéantissant la vie de milliers de petits enfants, la République s'est souillée les mains de sang et s'est conduite comme la pire des dictatures.

Cette loi est criminelle à la fois pour l'enfant, pour la femme et pour la nation. Elle est suicidaire sur le plan démographique, et par la même sur le plan économique et social.

Mais il est évident que l'abrogation de la loi VEIL doit s'accompagner de mesures sociales en faveur des foyers, des jeunes ménages et des mères célibataires. Ce n'est pas porter atteinte à la liberté de la femme que de lui permettre d'assumer sa maternité.

L'ÉDUCATION NATIONALE : L'école doit redevenir ce qu'elle fut : le lieu où l'on forme des citoyens conscients de leurs droits, sans lesquels ils sont avilis, de leurs devoirs sans lesquels ils sont corrompus. Enseigner doit aller de pair avec éduquer.

Nous sommes pour un enseignement public, véritablement laïque, c'est-à-dire philosophiquement et politiquement neutre. L'Education Nationale est l'échec n° 1 du pouvoir. La cause essentielle de ce chaos est la loi Edgar Faure, qui introduit la politique à l'école. C'est elle qui permet à la subversion gauchiste et aux professeurs pourrisseurs de détruire ce qui fut une des forces de la France. **Nous demandons l'abrogation totale de la loi E. Faure**, ainsi que celle de la réforme HABY, qui ne fait que renforcer encore la marxisation de l'enseignement.

Nous sommes pour le soutien de l'Etat à l'école libre.

LE TRAVAIL ET LA JUSTICE SOCIALE : La France n'est à ce jour ni socialiste ni libérale. Elle cumule les excès des deux. Seul notre remarquable potentiel humain a longtemps permis de soutenir la croissance. Mais au niveau des équipes de direction, des centres de décisions, on constate un égoïsme foncier d'hommes qui vivent en capitalistes et prétendent penser en socialistes. L'argent est à gauche.

L'Etat doit protéger la propriété individuelle, base de la liberté individuelle et de la responsabilité sociale et l'entreprise libre, moteur de l'expansion économique.

Tous les Français sont des frères liés par un destin commun. Ils doivent occuper dans la hiérarchie sociale la place que justifient leur utilité, leur mérite, leur talent. Il n'y a pas d'activité utile qui soit moralement subalterne. Il faut donc rééquilibrer la société française en revalorisant le travail manuel et en associant tous les citoyens à la propriété des moyens de production par le rouage du capitalisme populaire, afin que la diffusion de la propriété détruise le pouvoir des oligarchies financières et mette fin à leur despotisme.

Les travailleurs indépendants, commerçants et artisans sont les victimes d'un combat rendu inégal par les interventions excessives de certaines grandes sociétés. Nous demandons l'égalité des chances en matière de concurrence, la justice fiscale, ainsi qu'une égalité de protection sociale.

SÉCURITÉ DE TOUS : Le code pénal est destiné à protéger. La sécurité des citoyens doit passer avant le confort des bandits. La sensiblerie pour les assassins est une faiblesse grave. Ont-ils laissé une seule chance à leurs victimes ? Le FRONT NATIONAL est pour les honnêtes gens contre les criminels. Il réclame une application rigoureuse du code pénal.

CONTRE L'IMMIGRATION. Nous ne sommes ni racistes ni xénophobes. La France sera toujours terre d'accueil pour les étrangers respectueux de nos mœurs, de nos lois, utiles à notre économie. Mais les Français ne supporteront pas que notre pays soit oppressé et terrorisé par des minorités sauvages qu'excitent de pseudo-intellectuels. Par ailleurs, au moment où des centaines de milliers de nos compatriotes sont au chômage, la présence sur notre sol de 5 millions d'immigrés est un fait intolérable. Devant l'aggravation de la crise, tous les patriotes doivent exiger avec le F.N. une politique qui met « la France et les Français d'abord ».

LES LIBERTÉS : De façon claire, la liberté doit s'exercer dans l'enseignement, dans l'entreprise, dans le travail. Les grèves sont admises et réglementées, et ce règlement doit être respecté. Des minorités destructrices n'ont pas à compromettre la marche de Services Publics qui sont à tous, c'est-à-dire à chacun.

POUR LES VIEUX : Nous refusons la scandaleuse ségrégation de fait dans laquelle le gouvernement a enfermé les personnes âgées. Le F.N. est favorable, à l'exception des métiers pénibles ou des cas médicaux, à une augmentation des revenus des retraités plutôt qu'à un abaissement de l'âge de la retraite. Par ailleurs, nous estimons qu'il est nécessaire d'intégrer les personnes âgées à la vie économique en leur rendant possible des activités utiles et compatibles.

L'AGRICULTURE : Par la douceur de son climat, la France est exceptionnellement favorisée pour toutes les formes de l'agriculture. Cette richesse naturelle a été au long des siècles, développée et affinée par le travail patient et opiniâtre de ses paysans. L'Etat national sait que l'attachement au sol est une donnée fondamentale du patriotisme. Il favorisera donc une présence active dans nos campagnes et garantira un niveau de vie au travail noble et difficile de nos agriculteurs.

LA DÉFENSE : Malgré les affirmations du pouvoir, l'armée française est aujourd'hui hors d'état d'assumer sa mission de défense. Démoralisée autant par les échecs militaires que par les fausses victoires, privée de ses meilleurs éléments par les diverses épurations politiques, livrée par le gouvernement aux attaques de la subversion, l'armée française est en plein désarroi. Il faut donc la reconstruire en lui redonnant une âme, un honneur, une foi, un prestige.

L'EUROPE : Une politique réaliste de défense n'est possible que par la réalisation d'une confédération européenne. Fidélité à l'Alliance Atlantique avec une standardisation progressive des matériels et des armements.

LES RAPATRIÉS : 16 ans après le honteux épilogue de l'affaire algérienne, les rapatriés attendent toujours réparation. Nous exigeons : la dénonciation des accords d'Evian, l'amnistie totale, une indemnisation qui ne soit pas une aumône, ceci afin d'effacer définitivement les séquelles de ce drame.

Les hommes de la majorité ont donné aujourd'hui la preuve de leur incapacité à lutter contre la montée des forces socialo-communistes dans notre pays. Unis par leurs seuls appétits politiques, ils ont en réalité perdu toute volonté de combattre et de vaincre.

Parce que je suis convaincue que l'on n'arrache pas facilement des esprits et des consciences ce qui y est imprégné par nature, je crois personnellement à une relève de la Droite Française. Je crois à la vertu de ses idées et de ses principes.

OUI, le communisme recule quand on le combat. Il n'y a pas de sens de l'histoire, c'est la volonté des hommes qui fait l'histoire. C'est à cette renaissance et à cette relève dans l'honneur que j'invite toutes les Drômoises et tous les Drômois.

Germaine BURGAZ.

DÈS LE PREMIER TOUR VOTEZ POUR VOS IDÉES.

Votez :

Germaine BURGAZ
CANDIDATE

Jean-Marie LAMARCHE
SUPPLÉANT

FRONT NATIONAL, Fédération de la Drôme : 48 bis, av. Jean-Jaurès, 26500 BOURG-LÈS-VALENCE

imp. nouvelle - valence